

Intervention de Jean-Marc CLERY – FSU

La FSU se reconnaît bien dans l'avis du CESER comme dans les orientations de la Région. Aussi pour ne pas être redondant on s'arrêtera seulement sur deux points qui ne sont d'ailleurs pas sans rapport avec le *Plan de lutte contre la précarité* qui vient d'être abordé.

Le premier point concerne les constats alarmants qui sont faits sur la santé des jeunes, en particulier en matière de santé mentale. Le CESER comme la Région ont raison de faire de la prévention l'enjeu principal. La FSU a cependant un petit désaccord avec l'avis du CESER s'agissant de l'*éducation aux compétences psycho-sociales* : pour importante qu'elle soit, celle-ci ne doit pas occulter l'essentiel, à savoir le besoin de professionnel.les dans les établissements pour recevoir, écouter, conseiller, et, pour les jeunes qui en ont besoin, orienter vers des soins. Ces professionnelles aux avant-postes, ce sont les infirmières scolaires-conseillères de santé : c'est à l'infirmierie que viennent se dire pour la première fois le malaise face aux études ou à l'entourage, les difficultés de sommeil ou les problèmes d'addiction, ou encore les violences subies, y compris les violences sexistes et sexuelles. Les infirmières conseillent, mettent en place un suivi, éclairent les équipes éducatives sur les difficultés des jeunes ; parfois, dans certaines conditions, elles délivrent la contraception d'urgence.

Aujourd'hui alors que la demande de suivi est en augmentation constante, le nombre d'infirmières dans les établissements du Second degré comme dans le Supérieur est dramatiquement insuffisant. Mais plutôt que de répondre aux besoins en augmentant le nombre d'infirmières, le gouvernement cherche à imposer une structuration départementale en "service médical de santé" qui n'améliorera en rien la prise en charge des jeunes puisqu'elle détournera les infirmières du cœur de leurs missions - la prévention - et les éloignera des établissements. Si le problème échappe largement aux compétences de la Région, celle-ci ne manque pas de moyens de faire part de son avis à l'État - avis que la FSU serait, bien sûr, intéressée de connaître.

La seconde observation concerne la précarité des étudiant.es. Covid hier, inflation aujourd'hui - les facteurs de fragilisation des jeunes en études ne manquent pas. Et comme il est rappelé, la précarité financière joue un rôle majeur dans la détresse psychologique des jeunes. C'est pourquoi la FSU revendique une allocation d'autonomie pour l'ensemble des étudiant.es, condition nécessaire à la réelle démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur. Ce "filet de sécurité" devrait être étendu au-delà, à tous les jeunes qu'ils/elles soient en études, en formation professionnelle, ou bien en attente d'un emploi stable.

Durant la pandémie, la Région a fait preuve de volontarisme face à l'urgence pour lutter contre la précarité alimentaire des étudiant.es. Aujourd'hui elle envisage différentes pistes, certaines pour améliorer l'accès des étudiant.es à la restauration par des actions sur les établissements du CROUS et peut-être sur les lycées, et d'autres mesures pour structurer la lutte contre la précarité alimentaire.

En matière d'aide alimentaire ce qui est proposé par la Région est digne d'intérêt, mais comme souvent en la matière, on a affaire à une multiplicité d'actions pour une multiplicité d'acteurs. Et surtout cela ne change pas le fait qu'au bout du compte des personnes n'auront pas accès à l'alimentation de la même façon et dans les mêmes conditions que les autres. Or il n'est pas plus tolérable de ne pas pouvoir manger comme tout le monde que de ne pas pouvoir se soigner ou aller à l'École comme tout le monde.

C'est à partir de cette conviction que la FSU, comme d'autres organisations syndicales et professionnelles, s'est engagée dans la réflexion sur la *Sécurité sociale de l'alimentation* (SSA). La FSU est déjà intervenue à plusieurs reprises dans cet hémicycle pour appeler à une expérimentation d'ampleur de la SSA dans notre région. Un pôle universitaire comme celui de Rennes ou de Brest serait la bonne échelle pour un tel projet, ces pôles présentant l'avantage d'offrir à la fois des structures

de gouvernance et une unité de lieu, une masse critique "d'adhérent.es" possibles, et un environnement agricole immédiatement mobilisable.

A Brest, le 18 avril prochain, 8 organisations (Confédération Paysanne, Cgt, Cfdt, Fsu, Unsa, Solidaires, Fédé B et Union Pirates) se rencontreront sur ce dossier qui passe maintenant du stade de la théorie à celui des scénarios pour une "utopie concrète". Or, en la matière la Région dispose de bien des leviers qui pourraient lui permettre de lancer une réalisation en grandeur nature.

Pour finir qu'on nous permette quelques mots – cette fois d'ordre un peu plus général - sur la situation faite aujourd'hui à la jeunesse de ce pays. Si l'avenir d'une société se mesure à la place qu'elle fait aux jeunes générations, il semble alors que nous soyons mal partis. Saturé par la mise en scène quotidienne des déviances juvéniles de la part des médias dominants, le climat idéologique du pays est bien loin de donner à la jeunesse, spécialement à la jeunesse populaire, le sentiment qu'elle est l'objet de notre confiance et de nos espoirs.

Toute une partie de cette jeunesse subit aujourd'hui une véritable relégation sociale, résultat du sous-investissement délibéré dans l'éducation et la culture. Et tandis que l'École du tri social fait aujourd'hui un effrayant retour avec le "choc des savoirs", le formatage pédagogique et la fin de la promotion sociale pour les élèves de la voie professionnelle, le pouvoir n'a d'autre perspective à proposer à la jeunesse du pays que le "réarmement citoyen" et des "repères" rances tels que le Service national universel, le "retour" à l'uniforme et à l'*autorité* !

Contre ces tristes fantasmes d'une jeunesse qui marche au pas et d'un *pays qui se tient sage*, la FSU défendra obstinément la nécessité d'investir dans les Services publics au service de l'intérêt général et de la justice sociale, et d'une École ouverte sur le monde qui promeut l'égalité de toutes et de tous les élèves, futur.es citoyen.nes, avec la préoccupation constante de construire des savoirs émancipateurs.